

AF

université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

• Numéro 176 1 Fran

A.F.U. -doyen de la presse étudiante- a depuis un an fait place à "ARSENAL", organe de combat intellectuel. Mais nous n'oublions pas que pendant des années A.F.U. a été un point de ralliement et l'organe d'expression des jeunes royalistes. Et d'ailleurs A.F.U. a si bien grandi qu'il a donné naissance à un nouvel espoir monarchique.

En cette rentrée 1973, A.F.U. méritait de reparaitre pour vous présenter brièvement quelques extraits des principaux textes royalistes consacrés ces dernières semaines à l'Université.

ECOLE et SOCIETE

La condition première d'une renaissance dans l'éducation suppose que soit abandonnée l'idée d'une mission idéologique éducative assurée par l'Etat.

La première réforme à accomplir dans notre pays sera de casser le Ministère de l'Education Nationale et de réaliser une large décentralisation de l'enseignement. Nous réclamons dans un premier temps le transfert de la gestion et du financement des universités à la région, des établissements secondaires aux « conseils de pays » (2), des écoles primaires aux communes.

Mais cette première réforme ne résoudra pas le fond du problème. Regardons les Etats-Unis : états, comtés et villes y jouent un rôle déterminant en matière d'enseignement. Les interventions du gouvernement fédéral y sont extrêmement limitées. Et pourtant, aux Etats-Unis comme dans les autres pays industrialisés, le mythe de la pan-scolarisation sévit et le déchet scolaire y est même plus important qu'en France.

C'est que la décentralisation américaine se borne à faire gérer l'enseignement par des échelons administratifs locaux qui ne correspondent que rarement à de véritables communautés. L'enracinement dans un terroir n'est pas le fort du premier peuple de l'histoire à être né d'un amalgame de déracinés.

Ce que nous voulons c'est l'inversion du rapport éducation-société. L'éducation dans cette perspective sera le reflet des valeurs dont sont porteurs les groupes sociaux.

Dès lors le problème de l'éducation redevient un problème politique. Si l'on veut que l'école soit un instrument de promotion sociale, il faut d'abord agir sur les groupes sociaux, les rendre porteurs d'une culture. Comment une école pourrait-elle assurer l'épanouissement de l'enfant si celui-ci n'a pour environnement qu'un univers de béton, des banlieues sordides sans arbres ni terrains de jeux ? Comment en effet peut-il développer sa sensibilité et son intelligence s'il ne peut connaître le monde végétal et animal ou se familiariser avec les techniques contemporaines qui permettent à l'homme de dominer la nature ? Comment pourrait-il éduquer son intelligence si la famille dans laquelle il vit est abruti par les tâches répétitives d'un travail sans finalités, par les heures passées dans les trajets domicile-travail-domicile et par le « divertissement », au sens pascalien du terme, de la télévision ?

Napoléon disait : « un homme est fait à quatre ans ». Freud pense que tout est joué à l'âge de deux ans. Même en faisant la part de l'outrance dans ces propos, on doit retenir la part de vérité qu'ils recèlent ; le paysage sur lequel le petit enfant ouvre ses yeux est déterminant en bonne partie pour le reste de sa vie.

Nous réclamons donc une école primaire profondément intégrée dans le cadre d'une commune revitalisée (2). A l'exemple de Paulo Freire qui alphabétise les populations sud-américaines à partir de l'étude des mots qu'ils emploient les instituteurs partent de l'environnement local pour apprendre aux enfants les rudiments qu'ils emploient quotidiennement, on pourrait envisager de la langue. Dès lors disparaîtrait l'instituteur-en-soi qui serait remplacé par des instituteurs enracinés chacun dans une communauté de quartier et de village.

Ce respect systématique de la pluralité des formations doit être respecté aux autres niveaux de l'enseignement. Mettons à part le cas de l'université qui doit redevenir le lieu d'activités désintéressées, le réceptacle de l'intelligence française où viendront se ressourcer les cadres de la nation.

Pour le reste il convient de prévoir un enseignement professionnel revalorisé débouchant à la limite sur de hautes qualifications. Dans ce domaine aussi le pragmatisme devra être la règle : certaines carrières supposent de longues études préalables, d'autres un apprentissage précoce sur le tas couplé avec des heures d'enseignement. Et surtout que l'on cesse d'affecter d'un coefficient supérieur les études universitaires abstraites et d'un coefficient inférieur les études professionnelles « concrètes » et manuelles... ce d'autant plus que les nécessités technologiques supposent de plus en plus que la main-d'œuvre « apprenne à apprendre » afin de pouvoir se recycler tout au long d'une vie.

Cet enseignement professionnel suppose bien sûr la collaboration des entreprises. Encore faut-il que celles-ci, inspirées par un réalisme à courte vue, ne se bornent pas à fabriquer des robots pour le système industriel, robots démodés au fur et à mesure que des techniques nouvelles apparaissent.

Cela implique bien entendu la remise en question des finalités de l'entreprise et par là même la remise en question du magistère du marchand dans la société moderne.

LE PROBLEME EST POLITIQUE

Révolution dans l'aménagement du territoire, révolution de l'économie, création d'un nouveau magistère qui redéfinisse un projet de civilisation, c'est tout cela qu'implique la réforme de l'enseignement.

Cela commande notre stratégie sur le plan lycéen. Les lycéens sont pris dans un cycle infernal. Ils avancent à tâtons dans un labyrinthe. Mais ils ont le temps de réfléchir sur leur condition. Notre tâche pédagogique doit consister à leur ouvrir les yeux sur la profondeur de la crise éducative et sur la remise en cause d'une civilisation qu'elle implique.

Arnaud FABRE.

université

Parce qu'elle crée des « prolétaires intellectuels » qui s'insèrent de plus en plus mal dans la société, l'université est aujourd'hui remise en question :

— « Détruisons-la », disent les uns, soucieux de la seule rentabilité, « et remplaçons-la par des écoles professionnelles aux débouchés assurés ».

— « Pas du tout ! », répondent les autres, « il faut conserver et ouvrir au maximum cet instrument privilégié de la promotion des hommes. Même si cela demande de gigantesques sacrifices financiers ! ».

Une fois de plus, la solution réside dans une voie moyenne. La disparition des universités serait une régression terrible pour notre patrimoine culturel. Encore faut-il ne pas lézarder sur les conditions de leur renaissance !

UN HAUT LIEU DE LA CULTURE

Abandonnons une fois pour toutes l'idée qu'il existe des disciplines « rentables » et « non rentables ». L'épanouissement des intelligences et de la personnalité n'apparaît pas dans les statistiques de la comptabilité nationale, mais l'équilibre et la santé d'un pays relèvent aussi d'une richesse culturelle qui n'a pas de prix.

Le scandale vient d'un mauvais dosage dans le contenu de certaines formations : des « techniciens » n'ont aucune culture humaniste (ex. : littérature, histoire, philo), tandis que des spécialistes de l'histoire de l'Antiquité ou de philosophie sont intégrés dans une profession lorsqu'ils n'ont pas été recueillis par l'enseignement ; certains étudiants ont une formation théorique très importante tandis que de jeunes « praticiens » sont lancés dans la vie professionnelle sans possibilité de prendre du recul. Pourtant culture générale, formation théorique solide et apprentissage d'une profession sont indissociables.

La tâche de l'université consiste en premier lieu à dispenser un enseignement théorique de haut niveau. C'est une vocation naturelle héritée de nombreux siècles d'histoire. L'université n'est pas un institut de recherche qui tourne en vase clos, mais un centre de réflexion et d'enseignement soumis à l'esprit critique des générations qui se succèdent en complétant ou en corrigeant leurs apports respectifs.

L'enseignement supérieur doit être ensuite le prolongement logique de la formation humaniste du secondaire. Seulement, au lieu d'être identique pour tous (dans l'hypothèse favorable d'un tronc commun équilibré jusqu'à la Terminale), cette culture s'organise ici autour de la formation théorique dominante. Par exemple, une véritable culture juridique est inséparable d'une bonne connaissance de l'histoire du droit, aussi bien que de notions philosophiques, psychologiques ou sociologiques. La pluri-disciplinarité réaliste ne peut être que l'éclairage d'une discipline dominante par d'autres disciplines.

Enfin, ces années universitaires ne doivent en aucun cas être coupées des préoccupations d'avenir professionnel. Trop de jeunes se bercent d'illusions dans l'ignorance complète du problème des débouchés. Tous les enseignements ne se « branchent » pas sur ce souci, c'est vrai ! Mais alors, que l'honnêteté soit la règle ! Que l'information circule suffisamment pour que chacun sache à peu près le sort qui l'attend ! Ceci suppose l'abandon de routines et d'idées préconçues sur le rôle « promotionnel » à priori de l'université. Moment de réflexion privilégié avant de « s'enfoncer » dans la vie active, les études supérieures s'alimentent de l'expérience professionnelle et informent en retour les étudiants sur les orientations possibles. On peut même envisager un mécanisme de sélection souple pour prévenir les dangers des modes ou des préjugés.

Tel est le profil d'une université assumant sa vocation en évitant à la fois sa déchéance et sa subordination aux besoins de l'économie. Mais ces quelques linéaments ne nous suffisent pas. Il nous paraît urgent de repenser la place de l'université dans la vie des Français.

INSÉRER L'UNIVERSITÉ DANS LA VIE QUOTIDIENNE

« Vous tirez des plans sur la comète ! », nous dira-t-on. C'est peut-être vrai, mais la survie indispensable de l'université, ou plutôt sa vie, sa prospérité, exigent un effort supplémentaire, à la fois d'imagination créatrice et de confrontation à notre vie de tous les jours. Sinon, les étudiants se détourneront de ce grand corps inutile qui s'affaîssera sous son propre poids. La disparition de l'université au profit de seules écoles professionnelles serait une perte irréparable pour l'intelligence et pour le patrimoine de civilisation.

Rappelons une fois de plus que c'est un problème récent dont la gravité échappe parce que les réactions se modèlent sur des schémas anciens. *Nous voulons partir des problèmes de l'université d'aujourd'hui pour construire l'université de demain.*

Interrogeons-nous un peu sur la manière dont l'utilisateur voit aujourd'hui ses années universitaires. Pour l'étudiant salarié, c'est clair : il veut acquérir un diplôme afin d'améliorer sa rémunération, même si ses études ne rejoignent en rien son travail professionnel. Il ne s'intéresse au contenu qu'en fonction d'une réussite à l'examen, suivie d'un profit matériel direct. Inversement, combien se comportent en dilettantes, grapillant çà et là quelques « unités de valeur » en histoire de l'art, en langue, en sociologie, etc. Pour eux, l'université prolonge un rêve d'adolescent ou d'« éternel étudiant », peut-être possible à une époque où l'on pourrait vivre de ses rentes, mais aux suites douloureuses de nos jours. Pour d'autres encore, sous la pression des parents, l'accès à l'université consacre une promotion sociale. Dans d'autres milieux, le snobisme en fait un « rite » auquel on ne peut manquer. Enfin, pour à peu près tous, l'université apparaît réservée à une classe d'âge des 18 - 23/25 ans.

Nous pensons que toutes ces attitudes sont absurdes et prisonnières d'un fatalisme auquel nous pouvons échapper.

VERS UN CITOYEN MULTIDIMENSIONNEL

L'université est l'héritière de traditions intellectuelles. Elle n'est pas le seul moyen d'épanouissement : une gamme d'enseignements technique ou artistique, agricole ou ménager, en liaison avec un minimum de culture générale, permet à toutes les formes d'intelligence de s'y retrouver. Il ne s'agit en aucun cas de recréer les « universités populaires », qui devaient échouer parce qu'elles voulaient imposer à un public non préparé un enseignement très intellectualisé. Nous nous insurgons contre ces illusions nées de l'idéologie et qui ne peuvent qu'aggraver les participants : il y a tant de manières de créer, d'inventer, de réfléchir, de goûter le beau. L'université recueille une tradition intellectuelle.

On s'étonnera peut-être de la force avec laquelle nous défendons la vie universitaire pour la civilisation de demain. Rien de plus naturel pourtant.

Accéder à un haut niveau de culture permet de maîtriser son destin, de ne plus subir comme inéluctable une évolution dans laquelle les hommes ont aussi leur mot à dire. Face à la masse d'informations destructrice de la culture, l'université donne du recul et réapprend à penser. L'homme de demain, appelé aux responsabilités dans la vie locale, dans l'organisation de son entreprise, dans l'éducation, dans la prospérité de sa région, ne sera un véritable citoyen qu'à condition de se cultiver tout au long de sa vie pour éviter les pièges grossiers de l'argent ou des idéologies.

Dans une société qui dégagera de plus en plus de temps libre, l'accès à une haute culture peut faire renaître une civilisation capable de dompter les impératifs mercantiles. Chez un peuple cultivé, entraîné à goûter le beau et les idées vraies, l'université peut devenir un foyer de culture de premier ordre. Elle permettrait l'avènement d'un citoyen responsable et éduqué digne d'aspirer aux plus hautes responsabilités du ressort des intérêts professionnels et locaux.

DU RÊVE A LA RÉALITÉ

Rêver n'est pas inutile tant qu'on ne quitte pas la France et les Français de 1972 : cela permet d'éviter un point de vue étié et conservateur. Pensons dès maintenant à construire les universités de demain, même si cela trouble nos routines. Plutôt que d'en rester à un faux problème imposé de l'extérieur (rentabilité ou culture délaissée ?), sachons aller au fond des choses et proposer les conditions d'une renaissance universitaire.

Cela ne peut venir d'une réforme de détail. Restaurer une culture digne de ce nom, aménager la vie universitaire avec le complexe professionnel, intéresser les Français à l'université en en faisant un centre culturel vivant, tout cela exige une rupture et une redéfinition de l'université, comme d'ailleurs de l'école, dans la vie de la cité.

Mais dès aujourd'hui, l'université participe malgré elle à cette révolution : elle produit sans cesse des révolutionnaires « virtuels » en leur donnant un haut niveau de culture. Insérés avec difficulté dans la société, ces étudiants aigris sont prêts à changer quelque chose. Encore faut-il qu'ils connaissent notre projet, condition de la renaissance des universités de demain.

Michel GRANCOURT.



Amitiés Françaises Universitaires
Édité par S.N.P.F.
17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Soutenez
notre
combat

C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

imprimerie spéciale
A.F. Université

les mercredi de la n.a.f.

La Nouvelle Action Française organise à partir du 24 octobre les « mercredis de la NAF » qui se tiendront tous les quinze jours dans une salle du 12, rue du Renard, 75004 Paris, près de l'Hôtel-de-Ville. Chaque réunion débutera à 21 h. précises.

Leur but : reprendre et approfondir les analyses sur la société industrielle dans la France contemporaine, montrer la nécessité des ruptures et indiquer les formes de changement dans l'optique du projet royaliste.

Les « mercredis » sont ouverts à tous les militants et sympathisants de la Région parisienne, sans oublier ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politiques. Il est recommandé d'y amener ses amis.

Programme du 1^{er} trimestre :

24 octobre : Faut-il détruire la société industrielle ? par Gérard Leclerc.

7 novembre : Une société sans école ? par Arnaud Fabre.

21 novembre : De l'Action française à la N.A.F. par Bertrand Renouvin.

5 décembre : Un portrait de Charles Maurras.

19 décembre : Pour une charte d'action régionale, par Arnaud Fabre.

sélection librairie

Charles Maurras, Œuvres capitales (essais politiques) - 1 volume, 544 pages, broché. Prix : 32 F - franco : 35 F.

CELESTE ALBARET :	
Monsieur Proust	38 F
Alain PEYREFITTE :	
QUAND LA CHINE S'VEILLERA... ..	40 F
Jean-Edern HALLIER :	
LA CAUSE DES PEUPLES	25 F
Philippe de SAINT ROBERT :	
La même douleur démente (roman)	28 F
Gabriel MATZNEFF :	
Nous n'trions plus au Luxembourg (roman). ..	20 F
Christian DEDET :	
La Casse (roman)	20 F
Michel MOURLET :	
La chanson de Maguelonne (roman)	25 F
Pierre BOUTANG :	
Ontologie du secret	52 F
Jacques ELLUL :	
L'espérance oubliée	28 F
Jacques PAUGAM :	
L'âge d'or du maurrassisme	35 F
Jean-Noël MARQUE :	
Léon Daudet	40 F
Albert MARTY :	
L'A.F. racontée par elle-même	35 F
Lucien THOMAS :	
L'A.F. devant l'église	35 F
Charles Maurras :	
De la politique naturelle au nationalisme intégral (texte choisis par F. Natter et G. Rousseau)	45 F
Charles MAURRAS :	
Mes idées politiques	20 F

A.F. UNIVERSITE NOVEMBRE 1973

« le projet royaliste »

par Bertrand RENOUVIN

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné

Adresse

Code postal

désire recevoir exemplaire(s) de l'édition courante au prix de 15 F.

et vous adresse ce jour la somme de francs par chèque bancaire, chèque postal (1).

Fait à le 1973.

Signature :

Bulletin de souscription
à retourner
à l'Institut de Politique Nationale
B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01

